

11	CRPE
Fiche- résumé	
H	LOI du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées
<p>Cette loi de 53 pages comprend 101 articles et apporte des évolutions pour répondre aux attentes des personnes handicapées dans cinq grands domaines : la compensation, la scolarité, l'emploi, l'accessibilité, les Maisons départementales des personnes handicapées (MDPH). Voici les aspects essentiels de la loi du 11 février 2005 :</p> <p style="text-align: center;">Article 2 : Définition du handicap</p> <p><i>« Constitue un handicap, au sens de la présente loi, toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé invalidant. »</i></p> <p style="text-align: center;">Article 4 :</p> <p>L'État, les collectivités territoriales et les organismes de protection sociale mettent en œuvre des politiques de prévention, réduction et compensation des handicaps, du développement des capacités de la personne handicapée et de la recherche de la meilleure autonomie possible.</p> <p style="text-align: center;">Article 11 : compensation</p> <p>La personne handicapée a droit à la compensation des conséquences de son handicap quels que soient l'origine et la nature de sa déficience, son âge... Cette compensation consiste à répondre à ses besoins : accueil de la petite enfance, scolarité, enseignement, éducation, insertion professionnelle, aménagements du domicile ou du cadre de travail etc. Les besoins de compensation sont inscrits en considérant les besoins et aspirations de la personne handicapée exprimés dans son projet de vie, formulés par la personne elle-même ou par son représentant légal.</p> <p style="text-align: center;">Article 12 : prestation de compensation</p> <p>L'instruction de la demande de prestation de compensation comporte l'évaluation des besoins de compensation du demandeur et l'établissement d'un plan personnalisé de compensation réalisés par l'équipe pluridisciplinaire. La prestation de compensation peut concerner :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des aides humaines ; - des aides techniques ; - l'aménagement du logement et du véhicule ; - l'acquisition ou l'entretien de produits liés au handicap ; - l'attribution et l'entretien des aides animalières. <p style="text-align: center;">Article 19</p>	

Le service public de l'éducation assure une formation scolaire, professionnelle ou supérieure aux enfants, adolescents et adultes présentant un handicap ou un trouble de la santé invalidant. Dans ses domaines de compétence, l'État met en place les moyens financiers et humains nécessaires à la scolarisation en milieu ordinaire des enfants, adolescents ou adultes handicapés.

Tout enfant, tout adolescent présentant un handicap ou un trouble invalidant de la santé est inscrit dans l'école ou dans l'un des établissements mentionnés à l'article L. 351-1, le plus proche de son domicile, qui constitue son établissement de référence.

Dans le cadre de son projet personnalisé, si ses besoins nécessitent qu'il reçoive sa formation au sein de dispositifs adaptés, il peut être inscrit dans une autre école ou un autre établissement mentionné à l'article L. 351-1 par l'autorité administrative compétente, sur proposition de son établissement de référence et avec l'accord de ses parents ou de son représentant légal. Cette inscription n'exclut pas son retour à l'établissement de référence. Si nécessaire, des modalités aménagées d'enseignement à distance leur sont proposées par un établissement relevant de la tutelle du ministère de l'éducation nationale. Cette formation est entreprise avant l'âge de la scolarité obligatoire, si la famille en fait la demande.

Elle est complétée par des actions pédagogiques, psychologiques, éducatives, sociales, médicales et paramédicales coordonnées dans le cadre d'un projet personnalisé.

Lorsqu'une scolarisation en milieu ordinaire a été décidée par la commission mais que les conditions d'accès à l'établissement de référence la rendent impossible, les surcoûts imputables au transport de l'enfant ou de l'adolescent handicapé vers un établissement plus éloigné sont à la charge de la collectivité territoriale compétente pour la mise en accessibilité des locaux.

Afin que lui soit assuré un parcours de formation adapté, chaque enfant, adolescent ou adulte handicapé a droit à une évaluation de ses compétences, de ses besoins et des mesures mises en œuvre dans le cadre de ce parcours, selon une périodicité adaptée à sa situation. Cette évaluation est réalisée par l'équipe pluridisciplinaire. Les parents ou le représentant légal de l'enfant sont obligatoirement invités à s'exprimer à cette occasion.

En fonction des résultats de l'évaluation, il est proposé à chaque enfant, adolescent ou adulte handicapé, ainsi qu'à sa famille, un parcours de formation qui fait l'objet d'un projet personnalisé de scolarisation assorti des ajustements nécessaires en favorisant, chaque fois que possible, la formation en milieu scolaire ordinaire. Le projet personnalisé de scolarisation constitue un élément du plan de compensation. Il propose des modalités de déroulement de la scolarité coordonnées avec les mesures permettant l'accompagnement de celle-ci figurant dans le plan de compensation.

Des équipes de suivi de la scolarisation sont créées dans chaque département. Elles assurent le suivi des décisions de la CDAPH.

Ces équipes comprennent l'ensemble des personnes qui concourent à la mise en œuvre du projet personnalisé de scolarisation et en particulier le ou les enseignants qui ont en charge l'enfant ou l'adolescent. Elles peuvent, avec l'accord de ses parents ou de son représentant légal, proposer à la commission toute révision de l'orientation d'un enfant ou d'un adolescent qu'elles jugeraient utile.

Pour garantir l'égalité des chances entre les candidats, des aménagements aux conditions de passation des épreuves orales, écrites, pratiques ou de contrôle continu des examens ou concours de l'enseignement scolaire et supérieur, rendus nécessaires en raison d'un handicap ou d'un trouble de la santé invalidant, sont prévus par décret. Ces aménagements peuvent inclure l'octroi d'un temps supplémentaire et sa prise en compte dans le déroulement des épreuves, la présence d'un assistant, un dispositif de communication adapté, un équipement adapté ou l'utilisation, par le candidat, de son équipement personnel.

Article 20

Par dérogation, des [assistants d'éducation](#) peuvent être recrutés par l'État pour exercer des fonctions d'aide à l'accueil et à l'intégration des élèves handicapés, ainsi que pour exercer des [fonctions d'accompagnement](#) auprès des étudiants handicapés inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur et pour lesquels une aide a été reconnue nécessaire par la commission mentionnée à l'article L. 146-9 du code de l'action sociale et des familles.

Article 21

Les enfants et adolescents présentant un handicap ou un trouble de santé invalidant [sont scolarisés dans les écoles maternelles et élémentaires et les établissements, si nécessaire au sein de dispositifs adaptés, lorsque ce mode de scolarisation répond aux besoins des élèves](#). Les [parents sont étroitement associés à la décision d'orientation](#) et peuvent se faire aider par une personne de leur choix. La décision est prise par la commission, en accord avec les parents ou le représentant légal. À défaut, les procédures de conciliation et de recours s'appliquent. Dans tous les cas et lorsque leurs besoins le justifient, les élèves bénéficient des aides et accompagnements complémentaires nécessaires.

[L'enseignement est également assuré par des personnels qualifiés relevant du ministère chargé de l'éducation lorsque la situation de l'enfant ou de l'adolescent présentant un handicap ou un trouble de la santé invalidant nécessite un séjour dans un établissement de santé ou un établissement médico-social](#). Ces personnels sont [soit des enseignants publics mis à la disposition de ces établissements dans des conditions prévues par décret, soit des maîtres de l'enseignement privé dans le cadre d'un contrat passé entre l'établissement et l'État](#).

La commission désigne les établissements ou les services ou à titre exceptionnel l'établissement ou le service correspondant aux besoins de l'enfant ou de l'adolescent en mesure de l'accueillir.

[Si l'aide individuelle nécessaire à l'enfant handicapé ne comporte pas de soutien pédagogique, ces assistants peuvent être recrutés sans condition de diplôme. Ils reçoivent une formation adaptée.](#)

Ils exercent leurs fonctions auprès des élèves pour lesquels une aide a été reconnue nécessaire par décision de la commission. Leur contrat de travail précise le nom des écoles et des établissements scolaires au sein desquels ils sont susceptibles d'exercer leurs fonctions.

Article 22

[L'enseignement d'éducation civique](#) comporte également, à l'école primaire et au collège, une formation consacrée à la [connaissance et au respect des problèmes des personnes handicapées et à leur intégration dans la société](#).

Article 41

Les dispositions architecturales, [les aménagements et équipements intérieurs et extérieurs des locaux d'habitation](#), qu'ils soient la propriété de personnes privées ou publiques, des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des lieux de travail doivent être tels que ces locaux et installations [soient accessibles à tous](#), et notamment aux personnes handicapées, [quel que soit le type de handicap](#), notamment physique, sensoriel, cognitif, mental ou psychique.

Article 45

La chaîne du déplacement, qui comprend [le cadre bâti, la voirie, les aménagements des espaces publics, les systèmes de transport et leur intermodalité](#), est organisée pour [permettre son accessibilité dans sa totalité](#) aux personnes handicapées ou à mobilité réduite.

Dans un [délai de 10 ans à compter de la date de publication](#) de la présente loi, [les services de transport collectif devront être accessibles aux personnes handicapées et à mobilité réduite](#).

Article 47

Les services de [communication publique en ligne](#) des services de l'État, des collectivités territoriales et des établissements publics qui en dépendent [doivent être accessibles aux personnes handicapées](#). Cela concerne l'accès à tout type d'information sous forme numérique quels que soient le moyen d'accès, les contenus et le mode de consultation. Les recommandations internationales pour l'accessibilité de l'internet doivent être appliquées pour les services de communication publique en ligne.

Article 48

Toute personne physique ou morale qui organise, en les [réalisant ou en les faisant réaliser](#), des [activités de vacances avec hébergement d'une durée supérieure à 5 jours destinées spécifiquement à des groupes constitués de personnes handicapées majeures](#) doit bénéficier d'un agrément « [Vacances adaptées organisées](#) ». Cet agrément est accordé par [le préfet de région](#).

Article 53

Les chiens accompagnant les personnes handicapées, quel que soit le type de handicap, moteur, sensoriel ou mental, et dont les propriétaires [justifient de l'éducation de l'animal](#) sont [dispensés du port de la muselière dans les transports, les lieux publics, les locaux ouverts au public ainsi que ceux permettant une activité professionnelle, formatrice ou éducative](#).

Article 54

[L'accès aux transports, aux lieux ouverts au public, ainsi qu'à ceux permettant une activité professionnelle, formatrice ou éducative est autorisé aux chiens guides d'aveugle ou d'assistance accompagnant les personnes titulaires de la carte d'invalidité.](#)

La présence du chien guide d'aveugle ou d'assistance aux côtés de la personne handicapée ne doit [pas entraîner de facturation supplémentaire](#) dans l'accès aux services et prestations auxquels celle-ci peut prétendre.

Article 64

Il est créé [dans chaque département une maison départementale des personnes handicapées](#).

La maison départementale des personnes handicapées exerce une [mission d'accueil, d'information, d'accompagnement et de conseil des personnes handicapées et de leur famille](#), ainsi que de sensibilisation de tous les citoyens au handicap. Elle met en place et organise [le fonctionnement de l'équipe pluridisciplinaire](#) de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées, de la procédure de [conciliation interne](#) et désigne [la personne référente](#). La maison départementale des personnes handicapées assure à la personne handicapée et à sa famille l'aide nécessaire à la formulation de son projet de vie, à la mise en œuvre des décisions prises par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées, l'accompagnement et les médiations que cette mise en œuvre peut requérir. Elle met en œuvre l'accompagnement nécessaire aux personnes handicapées et à leur famille après l'annonce et lors de l'évolution de leur handicap.

Pour l'exercice de ses missions, la maison départementale des personnes handicapées peut s'appuyer sur des [centres communaux ou intercommunaux d'action sociale](#) ou des organismes assurant des services d'évaluation et d'accompagnement des besoins des personnes handicapées avec lesquels elle passe convention.

Chaque maison départementale recueille et transmet les données relatives aux suites réservées aux orientations prononcées par la commission des droits pour l'autonomie des personnes handicapées, notamment auprès des établissements et services susceptibles d'accueillir ou d'accompagner les personnes concernées.

La maison départementale des personnes handicapées est un groupement d'intérêt public, dont le département assure la tutelle administrative et financière.

La maison départementale des personnes handicapées est administrée par une commission exécutive présidée par le président du conseil général.

[Le personnel de la maison départementale des personnes handicapées comprend :](#)

- 1. Des personnels mis à disposition par les parties à la convention constitutive ;
- 2. Le cas échéant, des fonctionnaires régis par le statut général de la fonction publique de l'État, de la fonction publique territoriale ou de la fonction publique hospitalière, placés en détachement ;
- 3. Le cas échéant, des agents contractuels de droit public, recrutés par la maison départementale des personnes handicapées, et soumis aux dispositions applicables aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale ;
- 4. Le cas échéant, des agents contractuels de droit privé, recrutés par la maison départementale des personnes handicapées.

Chaque maison départementale des personnes handicapées gère un fonds départemental de compensation du handicap chargé d'accorder des aides financières destinées à permettre aux personnes handicapées de faire face aux frais de compensation restant à leur charge, après déduction de la prestation de compensation. Les contributeurs au fonds départemental sont membres du comité de gestion. Ce comité est chargé de déterminer l'emploi des sommes versées par le fonds. La maison départementale des personnes handicapées rend compte aux différents contributeurs de l'usage des moyens du fonds départemental de compensation.

Une équipe pluridisciplinaire évalue les besoins de compensation de la personne handicapée et son incapacité permanente sur la base de son projet de vie et propose un plan personnalisé de compensation du handicap. Elle entend, soit sur sa propre initiative, soit lorsqu'ils en font la demande, la personne handicapée, ses parents lorsqu'elle est mineure, ou son représentant légal. Dès lors qu'il est capable de discernement, l'enfant handicapé lui-même est entendu par l'équipe pluridisciplinaire. L'équipe pluridisciplinaire se rend sur le lieu de vie de la personne soit sur sa propre initiative, soit à la demande de la personne handicapée. Lors de l'évaluation, la personne handicapée, ses parents ou son représentant légal peuvent être assistés par une personne de leur choix. La composition de l'équipe pluridisciplinaire peut varier en fonction de la nature du ou des handicaps de la personne handicapée dont elle évalue les besoins de compensation ou l'incapacité permanente.

L'équipe pluridisciplinaire sollicite, en tant que de besoin et lorsque les personnes concernées en font la demande, le concours des établissements ou services ou des centres désignés en qualité de centres de référence pour une maladie rare ou un groupe de maladies rares.

Une commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées prend, sur la base de l'évaluation réalisée par l'équipe pluridisciplinaire, des souhaits exprimés par la personne handicapée ou son représentant légal dans son projet de vie et du plan de compensation, les décisions relatives à l'ensemble des droits de cette personne, notamment en matière d'attribution de prestations et d'orientation.

Article 65

Une carte d'invalidité est délivrée à titre définitif ou pour une durée déterminée par la commission à toute personne dont le taux d'incapacité permanente est au moins de 80 %, ou qui a été classée en 3e catégorie de la pension d'invalidité de la sécurité sociale. Cette carte permet notamment d'obtenir une priorité d'accès aux places assises dans les transports en commun, dans les espaces et salles d'attente ainsi que dans les établissements et les manifestations accueillant du public, tant pour son titulaire que pour la personne qui l'accompagne dans ses déplacements. Elle permet également d'obtenir une priorité dans les files d'attente. Toute personne atteinte d'une incapacité inférieure à 80 % rendant la station debout pénible reçoit, pour une durée déterminée, une carte portant la mention « Priorité pour personne handicapée ».

Article 66 : CDAPH

La commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées comprend notamment des représentants du département, des services de l'État, des organismes de protection sociale, des organisations syndicales, des associations de parents d'élèves et, pour au moins 1/3 de ses membres, des représentants des personnes handicapées et de leurs familles, désignés par les associations représentatives, et un membre du conseil départemental consultatif des personnes handicapées.

Le président de la commission est désigné tous les deux ans par les membres de la commission en son sein.

La commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées siège en formation plénière et peut être organisée en sections locales ou spécialisées.

La commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées est compétente pour :

- 1. Se prononcer sur l'orientation de la personne handicapée et les mesures propres à assurer son insertion scolaire ou professionnelle et sociale ;
- 2. Désigner les établissements ou les services correspondant aux besoins de l'enfant ou de l'adolescent ou concourant à la rééducation, à l'éducation, au reclassement et à l'accueil de l'adulte handicapé et en mesure de l'accueillir ;
- 3. Apprécier :

a) Si l'état ou le taux d'incapacité de la personne handicapée justifie l'attribution, pour l'enfant ou l'adolescent, [de l'allocation](#) et, éventuellement, de son complément, de la majoration, ainsi que de la carte d'invalidité et de la carte portant la mention : « Priorité pour personne handicapée » et, pour l'adulte, de l'allocation et du complément de ressources, ainsi que de la carte d'invalidité et de la carte portant la mention : « Priorité pour personne handicapée » ;

b) Si les besoins de compensation de l'enfant ou de l'adulte handicapé justifient l'attribution de la [prestation de compensation](#) ;

c) Si la capacité de travail de la personne handicapée justifie l'attribution du [complément de ressources](#) ;

- 4. Reconnaître, s'il y a lieu, la qualité de travailleur handicapé ;

- 5. Statuer sur l'accompagnement des personnes handicapées âgées de plus de 60 ans, hébergées dans les structures pour personnes handicapées adultes.

Les décisions de la commission [sont motivées et font l'objet d'une révision périodique](#). La périodicité de cette révision et ses modalités, notamment au regard du caractère réversible ou non du handicap, sont fixées par décret.

Lorsqu'elle se prononce sur l'orientation de la personne handicapée et lorsqu'elle désigne les établissements ou services susceptibles de l'accueillir, la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées est tenue de proposer à la personne handicapée ou, le cas échéant, à ses parents ou à son représentant légal [un choix entre plusieurs solutions adaptées](#).

À titre exceptionnel, la commission peut désigner un seul établissement ou service.

Lorsque l'évolution de son état ou de sa situation le justifie, l'adulte handicapé ou son représentant légal, les parents ou le représentant légal de l'enfant ou de l'adolescent handicapé ou l'établissement ou le service peuvent demander la révision de la décision d'orientation prise par la commission. L'établissement ou le service ne peut mettre fin, de sa propre initiative, à l'accompagnement sans décision préalable de la commission.

La personne adulte handicapée, le cas échéant son représentant légal, les parents ou le représentant légal de l'enfant ou de l'adolescent handicapé [sont consultés](#) par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées. Ils peuvent être assistés par une personne de leur choix ou se faire représenter.

La commission [vérifie si le handicap ou l'un des handicaps dont elle est saisie est à faible prévalence](#) et si, dans l'affirmative, l'équipe pluridisciplinaire a consulté autant que de besoin [le pôle de compétence spécialisé](#) et a tenu compte de son avis.

Article 74 : L'enseignement de la langue des signes

[La langue des signes française est reconnue comme une langue à part entière](#). Tout élève concerné doit pouvoir recevoir un enseignement de la langue des signes française. Elle peut être choisie comme épreuve optionnelle aux examens et concours.

Référence officielle : Loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées parue au JO n°36 du 12 février 2005.